

MÉMOIRE BAPE

Je m'oppose au projet Énergie Saguenay de GNL Québec ainsi qu'au projet Gazoduq associé, parce-que...

Il m'apparaît tout à fait irresponsable, voire criminel de donner le feu vert à un tel projet, alors que l'état de la biodiversité ne cesse de se détériorer. De plus, l'atmosphère se réchauffe à une vitesse particulièrement inquiétante. Ne devons-nous pas, selon le plus récent rapport du GIEC, réduire mondialement nos émissions de CO₂ de 50% d'ici 2030 et tendre vers 0 émission nette par 2050, afin de limiter le réchauffement global à 1.5°C ? Franchement, j'ai beau retourner la proposition dans tous les sens, je ne vois absolument pas comment les projets GNL Québec et Gazoduq, peuvent s'arrimer à cet objectif de réduction qui nous demandera sans doute un effort de guerre. Nous sommes en contexte de transition énergétique, de crise climatique (qui englobe d'ailleurs d'autres crises : sanitaire, alimentaire, migratoire etc.) et beaucoup des documents que j'ai consultés à ce sujet m'indiquent que le gaz naturel liquéfié, n'est pas une énergie de transition envisageable et adaptée (bien que les promoteurs tentent de nous en persuader) à l'état actuel des choses. J'ai tellement de choses à dire et je perdrai peut-être le fil de mes idées en écrivant un texte qui se suit, donc voici en quelques points, des éléments que je vous invite à considérer.

Impacts locaux :

Communautés autochtones touchées :

Considérant que le pipeline aura à traverser 5 communautés autochtones, comment garantir le respect des droits territoriaux des membres de ces dernières ? (Qui sont déjà largement baffoués, malgré les intentions de réconciliation des gouvernements fédéral et provincial). Veut-on vraiment générer un conflit supplémentaire qui aurait pour effet d'anéantir une fois de plus, les efforts de rapprochements entre autochtones et allochtones ?

Municipalités touchées :

Le pipeline aura également à traverser 43 municipalités. Comment GNL Québec et Gazoduc comptent-ils dédommager leurs habitant.e.s pour la construction du pipeline ? (À part avec de l'argent, qui n'achète pas la santé, on s'entend?) Et comment garantir qu'aucune fuite ne se produira considérant qu'en 2017 seulement, plus de 170 accidents sur des pipelines au Canada ont été répertoriés. En quoi ce méga-projet serait-il moins à risques ou carrément exempt de fuites ? Et si de tels accidents survenaient, comment les promoteurs parviendraient-ils à épargner de contamination, les nappes phréatiques ? Est-ce qu'on les tiendrait responsables pour les problèmes de santé potentiellement développés au sein de la population, aux suites de déversements indésirés ? Ces questions s'appliquent aussi aux populations autochtones.

Espèces vulnérables et parc marin :

À présent, parlons des 30 espèces vulnérables ou menacées (plantes et animaux) qui habitent les territoires directement touchés par le Gazoduc, l'usine et les méthaniers. Comment garantir que ces dernières s'en sortiront indemnes ? Qu'on ne diminuera pas leurs conditions de survie ? Je me pose aussi la question suivante ? : À quoi bon investir dans la mise en place d'un parc marin (le seul parc marin, eh qu'on en prend soin de notre patrimoine au Québec !), afin de protéger les bélugas et d'autres espèces menacées du Saguenay et du Saint-Laurent, si, par la suite, on fait le choix de favoriser un projet qui annule les investissements faits dans le premier ? On peut lire sur le site du parc marin que la mission de celui-ci est « de rehausser, au profit des générations actuelles et futures, le niveau de protection de ses écosystèmes aux fins de conservation, tout en favorisant les activités éducatives, récréatives et scientifiques. Les activités pratiquées dans le parc marin sont encadrées dans une optique d'utilisation durable. Les intervenants régionaux participent également à l'atteinte des objectifs du parc marin. » Ceci étant dit, je vois difficilement en quoi les projets gaziers, réussiront à ne pas nuire à la mission de conservation de ce dernier.

Création d'emplois ? :

Parlons emplois, maintenant. Dans cet article publié dans la Presse, il y un an (15 octobre 2019) <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2019-10-15/le-projet-gnl-quebec-bon-pour-l-economie> et signé par 40 économistes et chercheurs en économie il est écrit que « selon plusieurs estimations, la

région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est présentement en situation de pénurie de main-d’œuvre, avec un taux de chômage moyen en 2019 de 5,4 %, un creux historique. La Commission de la construction du Québec indique que le mois dernier, plus de la moitié des 25 métiers de la construction étaient en état de pénurie dans la région. Rio Tinto a récemment dû forcer des arrêts de production en raison de la pénurie, et Résolu devra remplacer au cours des prochaines années de 30 % à 40 % de sa main-d’œuvre approchant la retraite, soit 800 employés. Dans ce contexte, les emplois promis dans la région seront comblés presque exclusivement par des employés venant de l’extérieur de la région, ou par des employés quittant leur emploi actuel pour travailler à la construction du complexe gazier, aggravant la situation de pénurie. »

Comprenez bien que je ne nie pas que le projet GNL pourrait profiter à certaines entreprises québécoises et créer des emplois à court terme, mais il est hautement important de signaler que le projet pourrait également menacer des emplois existants, notamment dans les secteurs touristiques et agricoles.

On constate également, grâce à cet article paru dans le Devoir, (<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/584151/haute-pression-chez-gnl-quebec>) que le maintien des emplois au sein d’Énergie Saguenay et de Gazoduq est précaire et je m’en réjouis, vous le comprendrez, car je m’oppose aux projets. Cependant, je me déssole de voir déjà des licenciements sans-préavis se produire, spécialement en cette période difficile et imprévisible que nous traversons. La covid-19 risque de nous accompagner encore un moment, alors je me demande comment les projets de GNL Québec et de Gazoduq qui promettent une importante création d’emplois vont réussir à s’adapter et à mener à bien leurs opérations sans avoir à congédier d’autres employé.es.

Impacts économiques :

Les promoteurs vantent les vertus économiques du projet, mais semblent oublier que les activités de transports, de production, d'entretien, d'exploitation, de fracturation, etc. vont nécessairement accroître les dérèglements climatiques qui se font déjà sentir, même au Québec et qui représentent une menace sérieuse à la stabilité économique mondiale. On a déjà eu un avant-goût avec les effets qu'ont provoqué la covid-19 (fermetures de plusieurs PME, pertes d'emplois, réduction des heures de travail, etc.) et ça se poursuit, en ce moment. Dans ce cas, il s'agit d'un virus pour lequel on n'a toujours pas de remède, alors que dans le cas qui nous intéresse plus vivement, on se rend bien compte qu'il existe de nombreuses alternatives (remèdes) aux projets gaziers, qui, elles, pourraient freiner ou du moins, atténuer le réchauffement planétaire. Si on ne procède pas à une restructuration complète du système économique et qu'on manque le bateau de la transition juste et verte, on peut s'attendre à se noyer sous une marée de crises qui seront encore plus tumultueuses que celles que nous vivons présentement. Ce que je garde en tête, plus que tout, c'est qu'il faut à tout prix éviter d'aller dans la mauvaise direction et c'est ce pourquoi je mets des heures de recherches et de réflexions sur ce texte.

Pour revenir aux projets, j'aimerais mentionner que plusieurs doutes face à leur rentabilité économique ont déjà été formulés. De ce que j'ai cru comprendre, pour le moment, il n'y a aucun contrat signé pour l'exportation du GNL. Comment alors, prouver que le GNL intéresse d'autres investisseurs ? Que les investissements en valent la peine ? En plus, dans l'article paru dans le Devoir que j'ai partagé avec vous dans le paragraphe Création d'emplois ? on apprend que le fonds Berkshire Hathaway qui devait investir 4 milliards de dollars s'est retiré. J'ai aussi appris que les promoteurs veulent faire affaire avec la Chine qui tente de réduire sa dépendance au charbon. Or, selon cet article (<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2377>), je ne vois pas comment la Chine pourrait se sentir interpellée par une telle offre puisqu'elle investit à présent, et de plus en plus dans des énergies vertes. Le gaz naturel liquéfié n'est ni inépuisable ni une énergie qu'on pourrait qualifier de verte. Et hop ! Ça fait déjà un gros joueur en moins dans l'équation. Caroline Brouillette, chercheuse, choix collectifs en changements climatiques chez Équiterre, nous apprend également que le gaz naturel

exporté par GNL Québec rivaliserait de plus en plus avec l'hydroélectricité, l'éolien et le solaire sur les marchés de l'exportation. Dans ce contexte de transition énergétique, elle se questionne donc sur le réel engouement pour ce type d'énergie. <https://ici.radio-canada.ca/tele/zone-economie/site/segments/reportage/120947/rdi-economie--entrevue-avec-tony-le-verger>- Pas fou comme remarque !

Selon un document d'Équiterre

(<https://www.equiterre.org/sites/fichiers/methanier-hori.pdf>), les méthaniers sont fortement dépendants de fonds publics (j'imagine que c'est très possible puisque ce fût déjà le cas pour de nombreux pipelines) et doivent souvent s'appuyer sur des investisseurs étrangers pour fonctionner. Disons-le, bien franchement, ces derniers n'en n'ont rien à foutre du développement économique du Québec. Donc en gros, ce que j'en conclu, c'est que non seulement, il faudrait que je paie de ma poche le financement de méthaniers qui ne feront que contribuer à ma mort et à celles d'autres êtres vivants, mais qu'en plus je mourrai pauvre ? Quel excellent deal !

Q : Consentez-vous à investir toutes vos économies dans la destruction de votre être ?

R : Avec plaisir, je rêve d'apathie depuis toujours.

Retombées locales et subventions :

J'ai aussi cru comprendre que les commissaires considéraient normal de donner un tarif préférentiel aux entreprises pour l'hydroélectricité. Cela veut donc dire que notre hydroélectricité serait utilisée pour transformer du gaz méthane et l'exporter ? Sérieux ? Pourquoi ne pas utiliser cet électricité pour l'électrification des transports, par exemple ? De plus, le promoteur dit qu'il ne demandera pas de subvention au gouvernement. C'est drôle, mais moi je trouve que le tarif préférentiel ressemble franchement à une forme de subvention. Encore plus aberrant, on estime que cette subvention indirecte représentera au moins 43 millions de dollars sur six ans. Ce qui est 7 millions de plus que les 36 millions que le promoteur entend offrir, sur la durée de vie du projet (environ 25 ans) aux communautés habitant les territoires traversés par le pipeline. J'apprends aussi, dans cet article

(<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2019-10-15/le-projet-gnl-quebec-bon-pour-l-economie>), ceci : « les excédents réalisés lors de l'exploitation du complexe gazier ne seront pas redistribués localement, mais seront plutôt rapatriés dans des sociétés d'investissement établies aux États-Unis. »
Retombées locales positives mon cul.

Changements climatiques et contradictions :

Je pourrais y aller à grands coups de chiffres et de statistiques, mais je préfère m'en tenir aux grandes lignes, puisque vous êtes certainement déjà au courant de ces détails.

Depuis quelques années, on critique beaucoup l'Alberta pour sa dépendance au pétrole et on lui ordonne d'abandonner le secteur pétrolier (Quand je dis on, je parle surtout des Québécois.e.s qui sont souvent assez critiques des Albertain.e.s), ou du moins, d'envisager d'autres avenues moins dommageables pour l'environnement. En bref, son gouvernement tente de diversifier les secteurs d'activités économiques. Cependant, ce qu'on ferait avec l'adoption du projet de GNL Québec, ce serait simplement d'encourager davantage l'Alberta dans les activités qu'elle tente tant bien que mal de diminuer et espérons-le, d'un jour, se départir.

Ce projet ne concerne pas que le Québec et le Canada, il concerne la planète au grand complet et non que les gens qui votent ou qui ont accès à l'information, les capacités nécessaires, et le matériel technologique pour s'opposer au projet. Il concerne toutes les espèces vivantes qui n'ont aucun pouvoir politique : les plantes, les champignons, les animaux, les enfants (qui ont un pouvoir quasi-inexistant et qui sont ceux qui devront "dealer" avec des changements climatiques irréversibles), etc. Nous sommes responsables des impacts négatifs des émissions que nous générerons au Canada et au Québec, avec un projet de la sorte. Nous devons absolument être conscient.e.s de cet enjeu. La réduction des GES est une responsabilité partagée. À ce sujet, je pense que la citation qui résumerait le mieux la raison pour laquelle le projet devrait être refusé est la suivante (oui, je l'ai mise en caractère **GRAS**) « **Les émissions de GES générées par la production du gaz dans l'ouest canadien pour le projet de la compagnie**

GNL-Québec annulerait en une année tous les efforts de réduction de GES du Québec faits depuis 1990 et empêcherait la transition complète et nécessaire vers les énergies renouvelables; - Le projet permettrait d'exporter chaque année l'équivalent de plus de deux fois la consommation actuelle de gaz au Québec; »

Dites-moi, comment peut-on envisager, ne serait-ce qu'un instant, l'infime possibilité que ce projet puisse être admis comme socialement et écologiquement acceptable, légitime ? Pour moi, c'est un peu comme si un.e étudiant.e en sociologie demandait sérieusement conseil à ses ami.e.s à savoir s'il serait "correcte" de se faire un black face pour le party d'halloween de mi-session. Sa question serait certainement moquée à outrance et/ou en choquerait plusieurs.

Conclusion :

Je pense qu'en somme, ce qu'il faut retenir de mon texte de 6 pages, maintenant 8 (je pourrais y passer la nuit) c'est que GNL manque cruellement de transparence et manque de justesse quant aux informations qu'il délivre, et ça, ça ne me met aucunement en confiance. Voici quelques éléments servant à illustrer mes propos.

Entre autres, il affirme qu'il y a des investisseurs canadiens, mais ne les nomme pas (stratégie pour nous rassurer des doutes émis par rapport aux retombées locales positives, c'est ce que j'en déduis). Ensuite, son co-dirigeant, Jim Breyer, au nom de la compagnie, affirme à maintes reprises que le gaz naturel se veut être une alternative au charbon, alors qu'il est également « administrateur et actionnaire d'un grand fonds d'investissement qu'il est co-proprétaire d'une des plus grosses centrales au charbon aux États-Unis. Lui et sa femme ont versé des milliers de dollars en contributions électorales à leur beau-frère Mitch McConnell, le leader de la majorité républicaine au Sénat qui a mené la bataille contre les mesures anti-charbon de Barrack Obama. » (<https://ricochet.media/fr/2876/jim-breyer-co-dirigeant-de-gnl-energie-saguenay-a-de-bonnes-relations-avec-le-secteur-du-charbon>) Suis-je vraiment étonnée de cette fâcheuse découverte ? Same old story. Il se sert de l'étude menée par le CIRAIIG pour vanter une réduction des GES mondiaux de 28 millions de tonnes par année qui résulterait de l'exportation vers d'éventuels acheteurs européens et asiatiques. Oh, mais

cette affirmation est terriblement pertinente surtout quand on connaît la suite : AUCUN ACHETEUR DU GAZ N'EST ACTUELLEMENT CONNU ET AUCUN CONTRAT DE VENTE N'A ÉTÉ SIGNÉ. Wahhh, ça brasse des grosses affaires par ici ! Watch out, GNL is in the place ! Non, mais sérieusement, s'il y a vraiment des gens intéressés, qu'attendent-ils pour nous les présenter ? (c'est sûr que quand l'argument de réduction des GES vient d'être anéanti par l'absence de participation et que c'est le seul argument que tu avais pour faire avaler le projet, il faut prévoir une belle sortie) En tout cas, je présume que c'est pas du monde bin bin correcte pour qu'ils les cachent comme ça ou que c'est parce que personne ne s'intéresse à leur projet pourri, qu'on n'a pas de nouvelles jusqu'à ce jour ? À quoi bon essayer de gagner du temps, il me semble que tous ces indices, sont signes que le projet est révolu, mais bon, ça va, s'ils préfèrent se le faire confirmer par les citoyen.n.e.s, ça marche aussi. D'ailleurs, je suis sûre qu'au bout du compte, ils ont un bon fond. Ils nous font poireauter parce qu'ils ont pitié de nous. Ils s'inquiètent de notre santé mentale. Ils se disent : pauvres gens isolés, il faut leur donner de quoi s'occuper. Il faut leur donner de quoi rester stimulés intellectuellement. J'imagine qu'au final, ils avaient juste envie de crier mission accomplie, quelque part dans leur long parcours, aux confins de l'échec retentissant. Pauvres riches.

Cordialement opposée au projet de GNL, je vous remercie d'avoir pris le temps de me lire.

Gabrielle Soucie